

## Carte blanche à Tahani Rached

Tahani Rached

Numéro 176, janvier–février 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/49717ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (imprimé)

1923-5100 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rached, T. (1995). Carte blanche à Tahani Rached. *Séquences*, (176), 19–19.



## Carte blanche à

# T A H A N I



# R A C H E D

Je me jette à l'eau et vous déclare tout de go pour que les choses soient claires: je travaille à l'ONF, je tiens à cette institution, je tiens à ce que cet espace de création continue d'exister, oui, je défends ma job, mon travail, si mon travail consiste à réaliser des films, et à chaque fois le meilleur et le plus pertinent possible. Mais voilà je n'en peux plus de lire à longueur de journées et de semaines, des avis de décès, des analyses où l'absence de perspective n'a parfois d'égale que la mauvaise foi ou la courte vue: cette institution serait dirigée par une bande de «twits» et ne produirait que des films «politically correct»...

et puisqu'il faut couper, qu'à cela ne tienne, coupons, LA DETTE est là, profitons de l'exercice, fermons et faisons place nette, table rase... Au risque de jeter le bébé avec l'eau du bain? Soit! On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs...

Comment se fait-il qu'au moment où l'on s'apprête à sabrer dans les dépenses qui sont allouées aux programmes sociaux, à la culture, il est rarement question de choix de société? On ne se demande plus quelles sont les causes de la situation actuelle et où ces coupures à l'aveugle nous mèneront. Mais les seuls mots d'État, de dépenses publiques nous donnent un frisson mortel, et n'ont droit de cité que le Privé et les coupures. Un Privé qui résoudrait comme par enchantement tous les problèmes. Le déficit à la faveur duquel nous devons nous soumettre à cet exercice de terreur, cette différence que l'État doit emprunter annuellement, s'élève à près de 35 milliards de dollars. On souligne rarement que ce déficit est l'équivalent de taxes non perçues par évasion fiscale ou revenus non déclarés (travail au noir et autres activités mafieuses comprises). Simultanément, la part du financement de l'État par le biais de l'imposition des particuliers atteint des sommets, tandis que celle des corporations est réduite au minimum. Au nom de quels sacro-saints principes de libre-entreprise-libre-échange-libre marché et concurrence devons-nous endosser ces choix? Mais nous n'en avons que faire de ces interrogations, vivement les recettes magiques, continuons sur cette lancée,

sabrons allègrement dans les dépenses sociales et culturelles, je vous donne rendez-vous en l'an 2001...

Il n'est pas dans mon propos d'opposer et de renvoyer dos à dos les secteurs public et privé de la production cinématographique, les deux coexistent et sont financés par les fonds publics: l'un exclusivement et l'autre majoritairement. Mon propos ne se fonde pas sur une rentabilité proprement économique, mais sur la nécessité de maintenir vivante une production cinématographique qui relève du secteur public, parce qu'entre autres choses, je sais que je travaille avec les fonds publics et je me sens une responsabilité

dans leur utilisation. Si l'ONF n'est pas exempté de critiques, loin s'en faut, il n'en demeure pas moins que c'est un espace de liberté tant au niveau de la réflexion que de la création, un des rares qui nous reste et il faut pour la démocratie qu'il continue d'exister. De bien grands mots: liberté, création, démocratie... Mais j'en ai marre, basta et ras-le-bol d'entendre résumer la production de l'ONF à des films sur les phoques et les marsouins (le film de Perrault parlait d'autre chose que de bêtes à ce que je sache) mais même si cela était, ces bêtes sont certainement plus fréquentables que des tas d'autres bêtes plus humaines, dont les humeurs tiennent lieu de pensée. Exit la rigueur, place à l'émotion, au senti, au vécu, au règne de la psychologie.

Quand je disais démocratie, cette maison de production publique qui ne coûte aux contribuables canadiens que l'équivalent de la location d'une cassette vidéo par année, produit autre chose que de la médiocrité ou du politically correct (concept fourre-tout du grand péché de l'heure).

Pour terminer, je tiens non pas à me mouiller, mais à me noyer puisque je vous signale que c'est *seulement* à l'ONF que j'ai pu réaliser *Au chic Resto Pop* et *Médecins de cœur*, jamais dans le secteur privé je n'aurais eu la latitude de les développer comme il m'a été possible de le faire ici. Évidemment je vous laisse l'entière liberté de dire qu'ils sont ratés, inutiles ou médiocres...

Tahani Rached